



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Affaire suivie par : **Kristell CONAN**

La Roche sur Yon, le 12 Juin 2025

Unité départementale de la Vendée  
kristell.conan@developpement-durable.gouv.fr  
Tél : 02.72.74.78.20  
Réf DREAL : KC – ENV – D25.0223  
Réf Pref. : MF 2025/0188 Dossier n°2002/0580

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Autorisation environnementale unique  
examen d'un projet de modification**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société SARP OUEST à Mouilleron-le-Captif  
Porter à connaissance – Mise à jour de la situation administrative

Par courrier du 24 février 2025, la société SARP OUEST a transmis à M. le préfet un porter à connaissance d'un projet de modification : Actualisation de la situation administrative.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification et propose les suites à donner.

**I - Présentation de la société et de sa situation administrative**

La société SARP OUEST exploite à Mouilleron-le-Captif une installation de transit et de regroupement de déchets dangereux et non dangereux soumise à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral n° 04-DRCLF/1-120 du 8 mars 2004 et réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire N° 12-DRTCTAJ/1-786 du 5 juillet 2012. Des donner acte en date du 28 septembre 2015 et du 16 août 2016 ont acté respectivement le classement IED (rubrique 3550) et l'évolution du tonnage de déchets accepté sur le site.

## **II - Présentation du projet de modification**

### **II.1 - Description du projet**

La visite d'inspection du 26 novembre a mis en exergue une incohérence entre la situation administrative et les activités exercées sur site. La demande de l'inspection en lien avec le point de contrôle 1 était de mettre à jour la situation administrative du site.

Ainsi, le porter à connaissance consiste en :

- La mise à jour de la capacité de la rubrique 2716 (transit de déchets non dangereux) : suppression de la benne dédiée aux graisses de restauration (volume de 30 m<sup>3</sup>). Cette benne a été retirée du site. Par contre, la benne filtrante associée est conservée et réutilisée ponctuellement en cas de problématique technique de l'exutoire des matières de vidange de fosses septiques;
- L'information quant au devenir du bâtiment dédié aux Déchets Toxiques en Quantités Dispersées (DTQD). Cette activité, arrêtée pendant 2 ans, est finalement réactivée commercialement au premier semestre 2025, sans dépasser les 3 ans d'inactivité.

### **II.2 - Évolution du classement réglementaire**

Le tableau est consultable page suivante.

L'établissement ne relève pas du statut Seveso (seuil haut ou seuil bas).

Il relève de la directive IED.

En particulier, le site reste soumis à autorisation.

Rubriques ICPE et IOTA		Situation actuellement autorisée		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, d'alliages ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations classées visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719 dont la quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne	<b>223 t maximum</b> ✓ 3 cuves de 30 m <sup>3</sup> d'eaux ou boues souillées ✓ 70t : aire de curage de sédiments hydrocarbonés ✓ 63 t de DTQD sous bâtiment	A	<b>223 t maximum</b> ✓ 3 cuves de 30 m <sup>3</sup> d'eaux ou boues souillées ✓ 70t : aire de curage de sédiments hydrocarbonés ✓ 63 t de DTQD sous bâtiment	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes à l'exclusion du stockage temporaire sur site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte		A		A
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations classées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 1000m <sup>3</sup>	<b>160 m<sup>3</sup> maximum</b> ✓ 1 benne de 30 m <sup>3</sup> pour les graisses de restauration ✓ 1 cuve de 30 m <sup>3</sup> pour les graisses industrielles ✓ 1 aire couverte de séchage de résidus d'assainissement de 90 m <sup>3</sup> ✓ 1 cuve de 10 m <sup>3</sup> d'eau de décantation	D	<b>130 m<sup>3</sup> maximum</b> ✓ 1 cuve de 30 m <sup>3</sup> pour les graisses industrielles ✓ 1 aire couverte de séchage de résidus d'assainissement de 90 m <sup>3</sup> ✓ 1 cuve de 10 m <sup>3</sup> de matière de vidange de fosse septique	D

### **III - Références législatives et réglementaires pour les modifications des ICPE soumises à autorisation environnementale**

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, qui stipule notamment :

*« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.*

*En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »*

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par **l'alinéa I de l'article R. 181-46** du Code de l'environnement rappelées ci-dessous : *« la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

**1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle *évaluation environnementale* en application du II de l'article R. 122-2**

**2° Ou atteint des *seuils quantitatifs et des critères* fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [aucun arrêté actuellement en vigueur]**

**3° Ou est de nature à entraîner des *dangers et inconvénients significatifs* pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.**

*La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »*

Pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement rappelées ci-après :

*« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

*S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 , R.181-19 et R. 181-21 à R. 181-32-1 et R.181-33 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »*

#### **IV - Examen du porter à connaissance**

Les modifications concernent une actualisation de la situation administrative du site.

Dans le porter à connaissance transmis, l'exploitant précise que cette actualisation n'a aucune incidence sur l'environnement.

Compte tenu des modifications envisagées de l'installation, celles-ci n'engendrent aucun impact et aucun risque supplémentaire de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement par rapport à la situation actuelle.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que les modifications projetées ne sont pas substantielles en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

La consultation du public **n'est pas nécessaire** du fait que la modification ne relève pas des cas spécifiques détaillés dans la note DGPR du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **V - Caractère substantiel ou non de la modification**

Après examen du porter à connaissance, les modifications sollicitées conduisent aux suites suivantes au regard de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Cet examen peut conduire à plusieurs types de suites administrative résumées dans le tableau ci-dessous.

CRITÈRE / RÉFÉRENCE	NÉCESSITÉ D'UNE EVAL. ENVIR. SYSTÉMATIQUE	NÉCESSITÉ D'UN CAS PAR CAS	RÉSULTAT DU CAS PAR CAS	SUBST.	PROCÉDURE
1 / R181-46-I.3°				NON	APC non nécessaire = simple donné acte
2 / R181-46-II				NON	APC non nécessaire = simple donné acte
2 / R181-46-II				NON	APC non nécessaire = simple donné acte
3/ R181-46-III				NON	APC non nécessaire = simple donné acte

Rappels :


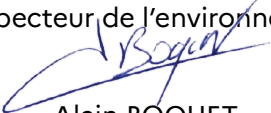
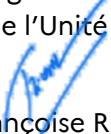
- Pour IED : soumis à EE systématique si entre pour la première fois dans un seuil IED ou si l'extension dépasse en elle-même le seuil IED = modification substantielle avec étude d'impact;
- Pour Seveso : soumis à EE systématique si entre pour la première fois dans un seuil Seveso = modification substantielle avec étude d'impact; passage de seuil bas à seuil haut = modification substantielle avec étude d'incidence (site déjà entrer dans le champ Seveso).

#### **VI - Propositions de l'inspection des installations classées**

Par courrier du 10 mars 2025, la société SARP OUEST a transmis un porter à connaissance à M. le préfet, un projet de mise à jour de la situation administrative du site.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que la modification projetée n'est pas substantielle, et qu'il n'y a pas lieu de fixer des prescriptions complémentaires, ni de modifier les prescriptions applicables.

L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de donner acte de sa déclaration de modification à la société SARP OUEST en l'informant que la modification projetée n'est pas substantielle, ne nécessite pas le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale, et qu'il n'y a pas lieu ni de fixer des prescriptions complémentaires, ni de modifier les prescriptions applicables.

<i>Rédacteur</i> L'inspecteur de l'environnement  Kristell CONAN	<i>Vérificateur</i> L'inspecteur de l'environnement  Alain BOQUET
APPROUVÉ et TRANSMIS à Monsieur le Préfet Par délégation de la directrice La cheffe de l'Unité Départementale  Françoise RICORDEL	

La réalisation d'un dossier portant à connaissance une modification d'installations classées relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés, et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.